



Symposium international de la Banque de France : « Banques centrales, quelle voie suivre »

La crise financière de 2008 a considérablement accru les défis à relever par les banques centrales à travers le monde. Celles-ci ont dû d'abord prévenir l'effondrement des systèmes financiers, puis inventer des politiques adaptées à un enchaînement de circonstances inconnues jusqu'alors, de la crise des subprimes aux blocages des marchés monétaires, de la limite à zéro des taux d'intérêt à la crise de la dette souveraine en zone euro. La Banque de France a organisé un symposium international qui a été l'occasion de revenir sur les enseignements à tirer de la crise pour les banques centrales. Il a rassemblé un large groupe de gouverneurs, d'universitaires et de dirigeants issus du secteur privé et des organisations multilatérales. Les débats ont porté sur la conduite de la politique monétaire en présence de dette publique élevée, des mutations du système financier, de l'interaction entre flux de capitaux globaux et les politiques macroéconomiques locales, ainsi que de l'interaction de ces dernières.

Le Symposium et les interventions : <https://www.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/symposium-international.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 6 novembre 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire [...], nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. Dans le sillage des décisions prises le 2 octobre 2014, nous avons commencé, le mois dernier, à faire l'acquisition d'obligations sécurisées dans le cadre de notre nouveau programme. Bientôt, nous commencerons également à faire l'acquisition de titres adossés à des actifs (asset - backed securities – ABS). Les programmes dureront au moins deux ans. Avec la série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées qui seront conduites jusqu'en juin 2016, ces achats auront une incidence notable sur notre bilan, qui devrait retrouver les dimensions qu'il affichait début 2012 [...]. Grâce aux mesures qui ont été mises en œuvre, la politique monétaire a réagi aux perspectives de faible inflation, à un essoufflement de l'élan de croissance et à l'atonie persistante de la dynamique de la monnaie et du crédit [...]. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, nos mesures de politique monétaire contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux proches de notre objectif. Toutefois, dans une perspective à plus long terme, et en tenant compte de nouvelles informations et analyses, le Conseil des gouverneurs suivra de près et évaluera constamment le caractère approprié de l'orientation de sa politique monétaire. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Le Conseil des gouverneurs a chargé les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosysteme de veiller à la préparation en temps voulu des nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, devoir être mises en œuvre. »

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5% en septembre 2014, stable comparé à août 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0% de septembre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,1% en septembre 2014, également stable comparé à août 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,8% de septembre 2013. Eurostat estime qu'en septembre 2014, 24,512 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,347 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 108 000 dans l'UE28 et de 19 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2013, le chômage a baissé de 1,818 million de personnes dans l'UE28 et de 826 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (5,0%) ainsi qu'en Autriche (5,1%), et les plus élevés en Grèce (26,4% en juillet 2014) et en Espagne (24,0%).

Actualités législatives

Ordonnance n° 2014-1332 du 6 novembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029717034&dateTexte=&categorieLien=id>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2014-1332:

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029717027&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2014-1310 du 31 octobre 2014 relatif aux missions du Haut Conseil de stabilité financière

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029689966&categorieLien=id>

Décret n° 2014-1190 du 15 octobre 2014 relatif aux modalités de calcul du taux annuel effectif de l'assurance en matière de crédit à la consommation et de crédit immobilier :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029597023&dateTexte=&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

En légère baisse, l'ICA reste en dessous de sa moyenne de longue période

L'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue légèrement (-1,6 point) au 3^e trimestre 2014. À 97,3 points, il reste en dessous de sa moyenne de longue période dont il s'était rapproché au trimestre précédent.

Cette diminution s'explique principalement par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir. En effet, les prévisions sur la quasi totalité des soldes pèsent négativement sur l'évolution de l'ICA. À l'opposé, les opinions favorables des entrepreneurs sur les effectifs et la trésorerie du trimestre passé contribuent positivement à l'évolution de l'indicateur.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

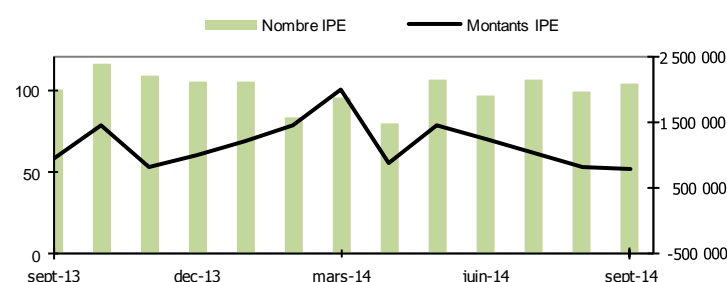
Vulnérabilité des agents économiques en Guadeloupe

À fin septembre 2014, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'établit à 19 734. Il est relativement stable par rapport au mois précédent (+0,5 %) et enregistre une baisse de 2,1 % en glissement annuel. Le nombre de retraits de cartes bancaires s'élève à 420, il diminue de 12,1 % par rapport au mois précédent et de 15,8 % sur un an. Depuis le début de l'année, 4 474 cartes ont été retirées de la circulation, un nombre stable (+0,5 %) par rapport à la même période en 2013.

Au mois de septembre 2014, 23 dossiers de surendettement ont été déposés. En cumul jusqu'à fin septembre, 218 dossiers ont été déposés, soit une hausse de 3,3 % par rapport à la même période 2013. Parallèlement, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'élève à 2 782 à fin septembre 2014. Il est relativement stable par rapport au mois précédent (-0,5 %) ainsi que par rapport au mois de septembre 2013 (+0,2 %).

Sur le mois de septembre 2014, 104 incidents de paiements ont été répertoriés pour un montant déclaré de 786 259 €. Le nombre d'incidents de paiements est ainsi en légère hausse par rapport au mois précédent (99 au mois d'août 2014) tandis que les montants enregistrés sont moins importants, enregistrant une baisse mensuelle de 5,3 %. En glissement annuel, le nombre d'incidents de paiements augmente très légèrement (+2,9 %) et le montant des incidents de paiements enregistre une baisse de 16,7 %.

Évolution des effets de paiements sur effets (IPE)



Source : IEDOM

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Premières tendances » relative au 3^e trimestre 2014. Cette note est téléchargeable librement sur le site <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Visites ministérielles et Conférence internationale sur la biodiversité

Fin octobre 2014, Ségolène Royal, Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, et Madame George Pau-Langevin, Ministre des Outre-mer, étaient en Guadeloupe. Ségolène Royal et George Pau-Langevin ont notamment participé à la Conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique qui s'est tenue du 22 au 25 octobre. Différents ateliers réunissant près de 150 experts étaient organisés autour de cinq thèmes principaux : la croissance verte et bleue, la recherche, la résilience face au changement climatique, la perte de biodiversité, et les moyens financiers. L'objectif était le renforcement des actions liées à la biodiversité dans les outre-mers européens et la présentation des engagements de la France sur ce sujet. Afin d'inscrire et d'accompagner l'archipel guadeloupéen dans une démarche de « territoire à énergie positive pour une croissance verte », la convention « Guadeloupe Îles Durables » a été signée entre l'État et la Région Guadeloupe.

La centrale géothermique de Bouillante : un cas unique en France

Lors de son séjour en Guadeloupe, Ségolène Royal a visité la centrale géothermique de Bouillante. Si la France possède un certain nombre de sites exploitables pour la production d'électricité via géothermie (Massif central, Languedoc Roussillon, Martinique et Réunion), seule la centrale de Bouillante en Guadeloupe est productrice d'énergie électrique. Selon l'Observatoire régional de l'énergie et du climat, en 2013, la centrale de Bouillante a produit 4,7 % de la consommation d'électricité en Guadeloupe. Les énergies renouvelables ont permis de produire 17,4 % de la production totale d'électricité en Guadeloupe en 2013 contre 2,20 % en 1996. La centrale géothermique de Bouillante a représenté la deuxième source d'énergie renouvelable (27 %) en 2013, se situant derrière le photovoltaïque (33 %) mais devant l'éolien (19 %), la production à partir de bagasse (15 %) et l'hydraulique (6 %).

Action de l'État pour la détection et la prévention des entreprises en difficulté

La Cellule Opérationnelle d'Accompagnement et de Suivi des Entreprises (COSAE) a été mise en place au mois d'octobre en Guadeloupe et se réunit tous les 15 jours. Elle est composée de représentants des principaux services de l'État (Préfecture, DRFiP, Dieccte) et est élargie à d'autres opérateurs (IEDOM, BPI, Chambres consulaires, CDC). Cette cellule veille à soutenir les entreprises dans leur développement (création, investissement, aide à l'embauche et à la formation, export, etc.) et la résolution de leurs difficultés. L'approche de la COSAE ne se limite pas aux difficultés financières de l'entreprise mais vise à prendre en compte l'ensemble des problématiques de l'entreprise (financières, RH, industrielles, commerciales), inscrites dans son environnement économique et concurrentiel.

10^e édition de La Route du Rhum - Destination Guadeloupe

La « Route du Rhum » est une course transatlantique en solitaire reliant tous les quatre ans Saint-Malo à Pointe-à-Pitre. Cette manifestation sportive créée en 1978 par Michel Etevenon en partenariat avec six autres associés, exploitants de sucreries et de distilleries guadeloupéennes, fête sa 10^e édition. Au départ de la course, le 2 novembre 2014 à Saint-Malo, 91 concurrents étaient engagés contre une trentaine à la date de la première édition, ce qui témoigne du succès grandissant de cette course transatlantique. Cette année, la Région Guadeloupe est le partenaire majeur et exclusif de la course, baptisée « Route du Rhum-Destination Guadeloupe ».

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Ouragan Gonzalo : visite de George Pau-Langevin dans les îles du Nord

Le 13 octobre 2014, l'ouragan Gonzalo frappait les îles du Nord avec des rafales de vent atteignant 200 km/h et déclenchant la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Le 26 octobre, la Ministre des Outre-mer George Pau-Langevin se rendait sur place pour constater les dégâts causés par l'ouragan. À Saint-Martin, la Présidente de la Collectivité Aline Hanson a estimé le montant des dommages à 3,2 millions €, les infrastructures d'eau et d'assainissement, les restaurants et les hôtels ayant été particulièrement touchés. À Saint-Barthélemy, le Président de la Collectivité Bruno Magras a estimé le montant des dégâts à 300 000 € ; les principaux dégâts étant les bateaux de plaisanciers (42 navires coulés ou échoués).

Saint-Martin : de nouvelles mesures fiscales

Différentes mesures fiscales ont été votées par les élus lors du Conseil territorial le 30 octobre 2014. La taxe générale sur le chiffre d'affaire (TGCA) a été fixée uniformément à 4 %. Cette mesure devrait générer 2,7 millions € de recettes fiscales annuelles pour la réalisation d'investissements. La taxe sur la consommation des produits pétroliers passe de 6 à 12 centimes €, et serait source de recettes fiscales supplémentaires annuelles avoisinant les 1,7 millions €. Enfin, les élus ont voté pour un prélèvement fiscal à hauteur de 30 % sur le RSA socle. Cette mesure permettrait de générer des recettes de 4,4 millions € par année, mais devra au préalable être validée par la CAF pour être effective.

Saint-Barthélemy : Thierry Aron, nouveau directeur de cabinet du Président Bruno Magras

Lors du Conseil territorial du 24 octobre 2014, le Président de la Collectivité Bruno Magras a annoncé la nomination de Thierry Aron, responsable des affaires juridiques de la Collectivité, en tant que nouveau directeur de cabinet. Thierry Aron succède ainsi à Camille Smaja.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Septembre 2014	129,8 127,8	-0,6 % -0,4 %	0,8 % 0,3 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dieccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Septembre 2014	62 050	0,3 %	2,7 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Septembre 2014	156,4 1 860,3	- -	-30,4 % -9,9 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Septembre 2014 Cumul annuel	290 2 985	0,7 % -	-23,5 % -11,6 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Octobre 2014	19 811 470	0,4 % 11,9 %	-1,4 % -27,2 %

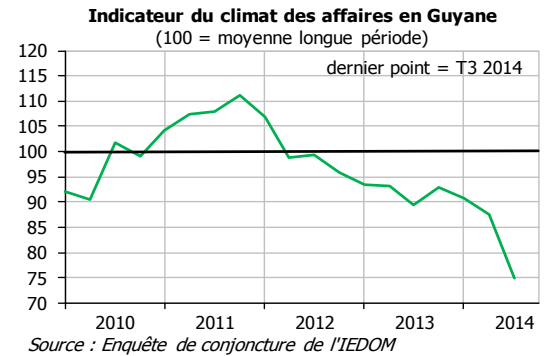
INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Octobre 2014 Cumul annuel	128 522 1 647 528	28,4 % -	-0,2 % 0,1 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Octobre 2014	232 149 43 643	4,8 % -12,0 %	9,6 % -17,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de passagers (entrées + sorties) (en milliers)		Décembre 2013 Cumul annuel	99 1 036	22,2 % -	-5,7 % -0,6 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Octobre 2014 Cumul annuel	1 690 12 282	27,1 % -	6,4 % -1,0 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Octobre 2014 Cumul annuel	17 337 166 365	7,9 % -	-11,4 % -11,2 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières tendances »



La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au troisième trimestre (-12,5 points). L'indicateur atteint son niveau le plus bas depuis 2001. A 75 points, il se situe très en deçà de sa moyenne de longue période (-25 points). Cette évolution s'explique par le pessimisme des chefs d'entreprise quant à l'évolution à court terme de leur activité, de la trésorerie ainsi que des charges d'exploitation.



La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'une enquête réalisée auprès des chefs d'entreprise de la place, présente divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : <http://www.iedom.fr/Guyane>.

Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers



L'observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2014 est paru en novembre. Pour les tarifs de l'extrait standard, la Guyane recense sur 12 services bancaires, 5 moyennes inférieures et 7 moyennes supérieures à celles des DOM. Elle enregistre également 7 moyennes inférieures ou égales et 5 moyennes supérieures à celles observées en métropole par le Comité consultatif du secteur financier. Selon les données établies par l'observatoire, la Guadeloupe représente le département d'outre-mer où les tarifs bancaires de l'extrait standard sont les plus élevés (10 tarifs moyens au dessus de la moyenne DOM). En revanche à Saint-Pierre-et-Miquelon ces tarifs se situent majoritairement en deçà de la moyenne des DOM.

Cette publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} novembre 2014, le prix de vente au détail des carburants à 1,67 €/litre pour l'essence (-6 centimes) et 1,47 €/litre pour le gazole (-4 centimes). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 22,03 € contre 22,41 € en octobre, soit une baisse de 38 centimes.

Prix à la consommation

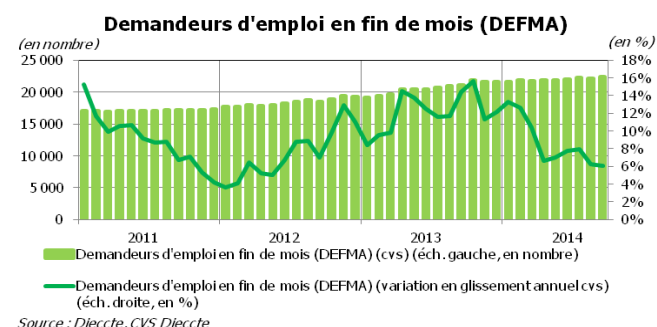
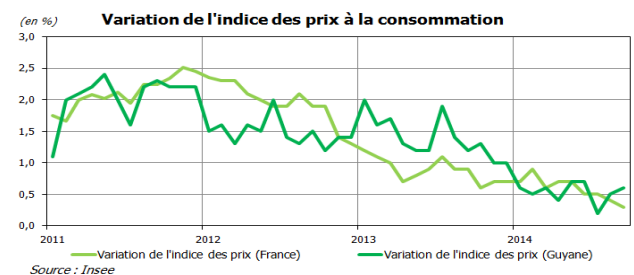
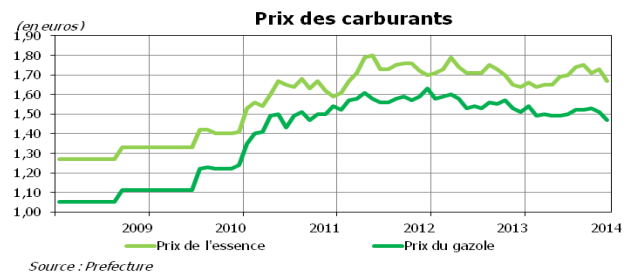
En septembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse de 0,2 % sur le mois. Ce reflux est lié à la baisse des prix des services (-0,6 %) et de l'alimentation (-0,2 %), atténuant ainsi l'effet de l'augmentation des prix des produits manufacturés (+0,5 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,6 %, en raison de la hausse des prix de l'alimentation (+0,8 %), des services (+0,8 %) et des produits manufacturés (+0,5 %).

D'un niveau supérieur à celui constaté pour la France entière (+0,3 %) et équivalent à celui constaté en Martinique, l'inflation en Guyane reste inférieure à celle observée en Guadeloupe (+0,8 %) et à Mayotte (+1,1 %). A La Réunion, les effets de la baisse des prix de l'énergie conduisent à une légère déflation (-0,3 %).

Emploi

Selon la publication de l'Acoss (Acoss Stat n° 197), au deuxième trimestre 2014, à l'instar des trois autres DOM, la Guyane connaît une dynamique croissante en matière de création d'emplois avec une augmentation de 1,9 % des effectifs salariés du secteur privé en rythme annuel, notamment grâce aux créations d'emplois dans les secteurs des « autres services ». Le territoire national enregistre pour sa part une légère augmentation de 0,1 %. Sur la masse salariale, la Guyane progresse de 3,9 % toujours en rythme annuel, tandis que sur le plan national elle croît en moyenne de 1,6 %.

En septembre 2014, 22 348 (CVS) demandeurs d'emplois de catégorie A étaient inscrits à Pôle emploi, soit une hausse de 0,8 % (CVS) sur le mois et de 6,0 % en glissement annuel (CVS).



Spatial & Convention CNES

Le 16 octobre 2014, avec à son bord une charge de décollage de 10,06 tonnes, Ariane 5 a lancé avec succès depuis le Centre spatial guyanais, deux satellites de télécommunication. Le vol VA220, 62ème lancement réussi d'affilée pour Ariane 5, a pu placer sur orbite d'une part Intelsat 30 constitué par la société américaine Space Systems/Loral (6,3 tonnes) et destiné à fournir à l'opérateur Intelsat des services de télécommunications et de distribution en Amérique latine, et d'autre part, le satellite ArSat-1 (2,9 tonnes) élaboré par la société argentine INVAP, en vue de fournir à l'Argentine son propre système de transmission technologique et de télécommunication via l'opérateur argentin ARSAT.

Le 12 novembre 2014, Rosetta, la sonde spatiale de l'Agence spatiale européenne a libéré le module Philae sur le noyau de la comète 67P, dix ans après l'envoi de la sonde dans l'espace. Cette mission constitue une opération historique, la sonde Rosetta étant la première à atterrir sur une comète et à y poser un robot. Les données enregistrées seront exploitées par les scientifiques pour connaître la composition interne d'une comète et, par extension, les origines du Système solaire et de la Terre.

Le Centre spatial guyanais au cœur des communes de Guyane

Souhaitant « renforcer son action en Guyane, au service du développement de la région », le Centre spatial guyanais a signé le 13 octobre 2014, des conventions bilatérales avec 17 communes afin d'entériner sa volonté d'investir dans des projets économiques, sociaux, éducatifs, sportifs et culturels, pour le développement du territoire. Selon Bernard CHEMOUL, Directeur du CSG, le CNES compte, à travers ces conventions, « apporter son soutien et sa contribution financière, en faveur d'une politique d'aide au développement économique ». L'enveloppe allouée, d'un montant de 12,2 millions d'euros est en augmentation de 7 % par rapport à la précédente période (20,8 millions d'euros alloués entre 2000 et 2013). Cette dernière avait permis de financer presque 800 opérations depuis 2007 dans les domaines de l'aide à la réhabilitation du patrimoine, de l'habitat, des activités sportives, culturelles, touristiques, ainsi que les activités économiques et sociales.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Focus sur le Brésil : Entre croissance molle et inflation

Le Brésil, qui a vu la réélection de la présidente Dilma ROUSSEFF le 26 octobre 2014, connaît un taux d'inflation élevé. En septembre dernier, l'inflation de 6,75 % a conduit la Banque centrale brésilienne à envisager des mesures visant à limiter les pressions inflationnistes, entretenues par les prix administrés et les biens durables. Une hausse du taux directeur de la Banque centrale de 100 à 150 points de base pourrait ainsi être prochainement décidée. Par ailleurs, selon le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce extérieur (Mdic), le solde déjà déficitaire de la balance commerciale s'est de nouveau dégradé pour atteindre 1,2 milliard USD en octobre. Ce déficit résulte notamment de (i) la chute des prix des matières premières, (ii) la crise en Argentine et (iii) de la progression des importations dans le secteur pétrolier. Ces évolutions ont conduit les économistes à revoir leurs prévisions de croissance pour 2014 et 2015, passées respectivement de 1,3 % à 0,3 % et de 2 % à 1,4 % (selon le rapport « Perspectives de l'économie mondiale » publié par le FMI). Selon les résultats d'une récente enquête de la Banque centrale du Brésil auprès d'une centaine d'institutions financières, le PIB du pays devrait progresser de 0,2 % cette année, puis de 0,8 % en 2015. Les analystes ont également révisé leurs prévisions d'inflation, à la baisse pour cette année mais à la hausse pour l'an prochain.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

INDICATEURS MACROECONOMIQUES	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
PRIX	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Sept-14 128,1	-[0,2%]	[0,6 %]	Insee
	↑	Prix administré du litre d'essence	Nov-14 1,67	-[3,5%]	[1,2%]	Préfecture/Dieccte
MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Sept-14 22 858	[2,2%]	[5,9%]	Pôle emploi
	↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-14 7 967	[0,5%]	[-3,6%]	Pôle Emploi
	↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-14 17 883	-[0,2%]	[6,7%]	Caf
	↑	Prestations nettes versées (1)	Sept-14 10,2 M€ Cumul 85,6 M€	[8,1%]	[10,0%]	Caf
CONSOMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Sept-14 11,7 M€ Cumul 128,5 M€	-0,1%	0,8%	Douanes
	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Sept-14 373 Cumul 2 921	3,7%	9,2%	Somafi
					1,6%	
INVESTISSEMENT	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Sept-14 36,3 M€ Cumul 318,2 M€	18,4%	-6,0%	Douanes
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Sept-14 65 Cumul 736	-9,3%	-21,0%	Somafi
COMMERCE EXTERIEUR	↑	Exportations (3)	Sept-14 22,1 M€ Cumul 139,6 M€	343,3%	139,6%	Douanes
	↑	Importations (3)	Sept-14 108,6 M€ Cumul 1 093,1 M€	29,6%	-3,3%	Douanes
					-5,6%	

INDICATEURS SECTORIELS		Tirs effectués Satellites lancés	Cumul à Oct-14 Cumul à Oct-14	8 tirs (5 Ariane 5, 2 Soyouz, 1 Vega) 14 satellites, et 1 ATV*	6 tirs à Oct-13 13 satellites et 1 ATV*	Arianespace
SPATIAL						
BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Sept-14 7 421 tonnes Cumul 63 741 tonnes	4,1%	-14,8%	Ciments guyanais
					-6,8%	
INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Sept-14 127 kilos Cumul 900 kilos	4,5%	72,1%	Douanes
	↓	Exportations d'or en valeur (3)	Sept-14 3,8 M€ Cumul 26,9 M€	-23,1%	110,6%	Douanes
	↓	Cours de l'once d'or	Oct-14 1 223,03 \$	-[1,4%]	[-7,0%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12 20 767 m3 Cumul 74 878 m3	29,8%	215,8%	ONF
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (3)	Sept-14 15 tonnes Cumul 311 tonnes	-33,2%	29,8%	Douanes
	↑	Exportations de poissons (3)	Sept-14 157 tonnes Cumul 881 tonnes	51,1%	78,8%	Douanes
					-5,7%	
	↓	Exportations de riz (2) (3)	Sept-14 0 tonne Cumul 14 tonnes	n.s	n.s	Douanes
TOURISME	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Août-14 54 954 Cumul 306 168	1,1%	13,3%	CCIRG
					2,4%	

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicule (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

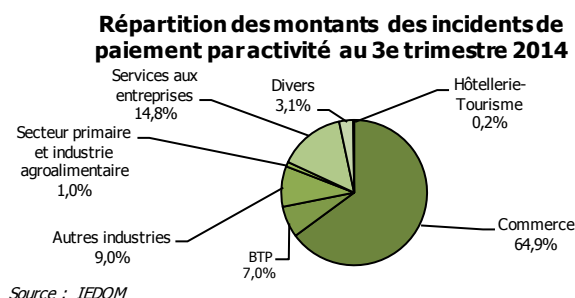
(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Incident de paiement par secteur d'activité : diminution en montant sur un an

Au troisième trimestre 2014, les incidents de paiement par secteur d'activité économique sont en diminution en montant sur un an (-22,2 % à 1,3 millions d'euros).

Dans le détail, on observe une évolution sensible, sur un an, de la répartition des montants des incidents de paiement par activité. Alors que la part du secteur du commerce recule de 6,5 points et celle du BTP de 1,9 point, la part du secteur des services aux entreprises progresse de 9,1 points et celle autres industries (hors industries agroalimentaires) de 1,6 point.



Source : IEDOM

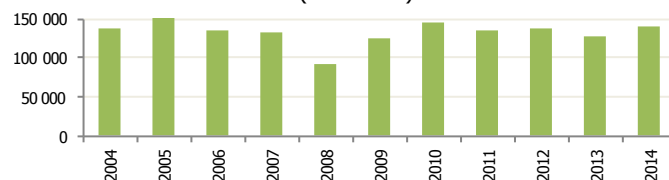
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Banane : hausse des expéditions sur un an

Les expéditions de banane en 2013 sont en hausse et sont supérieures au tonnage de la moyenne quinquennale. Le cumul annuel à fin septembre est de 139 820 tonnes (soit +9,0 % sur un an).

Cette évolution tient tout d'abord à l'absence d'intempéries et singulièrement de tempête tropicale cette année en Martinique. En effet, les fortes pluies, des régimes de vents prononcés et enfin la tempête Chantal de juillet 2013 avaient fortement endommagé le potentiel de production responsable du recul des exportations de banane en 2013. De plus, les conditions plus sèches au cours du premier semestre ont permis de limiter les attaques de la cercosporiose sur les cultures.

Expéditions de banane en cumul à fin septembre (en tonnes)



Source : CIRAD

Finances publiques locales : poids important du « bloc communal »

Le [rapport de la Cour des comptes 2014 consacré aux finances publiques locales](#) montre le poids important des administrations publiques locales dans les dépenses totales et dans la dette totale des administrations publiques. La Cour observe que les finances publiques locales ont évolué défavorablement en 2013 à l'échelle nationale. Les collectivités devant contribuer à l'effort national de redressement des comptes publics, le rapport fait 15 recommandations pour la maîtrise des finances publiques locales.

Le bloc communal comprend les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). En 2013, il connaît une situation financière encore fragile en Martinique.

Il représente près de 0,9 milliard d'euros de dépenses annuelles (0,7 milliard d'euros pour les dépenses réelles de fonctionnement et 0,2 milliard d'euros pour les dépenses d'investissement). Son endettement approche 0,5 milliard d'euros (autant que la future collectivité unique) et sa capacité d'autofinancement nette seulement 1 million d'euros (pour des remboursements d'emprunts de l'ordre d'une quarantaine de millions d'euros).

Comptes administratifs simplifiés 2013 (en millions d'euros)	Communes	EPCI	Bloc communal
Recettes réelles de fonctionnement	542	172	714
Dépenses réelles de fonctionnement	536	158	694
Capacité d'autofinancement	30	15	45
Recettes d'investissement	135	39	174
Dépenses d'investissement	146	46	192
Besoin de financement	11	5	16
Encours des dettes	435	83	518
Emprunts souscrits	39	11	50
Remboursement en capital des emprunts	37	7	44
Capacité d'autofinancement nette	-7	8	1
Fonds de roulement en fin d'exercice	35	17	52

Source : DGFIP, DRFIP Martinique

Tourisme : note sur l'hôtellerie dans les DROM

Dans sa dernière étude sur [l'industrie hôtelière française en 2014](#), la société KPMG consacre une note spécifique à l'hôtellerie dans les DROM pour l'année 2013.

L'offre hôtelière des DROM est ainsi caractérisée par une perte de lits touristiques et un vieillissement des produits, où seules les enseignes franco-françaises arrivent à se maintenir. La clientèle demeure majoritairement française, malgré les efforts entrepris pour ouvrir ces destinations aux clientèles étrangères.

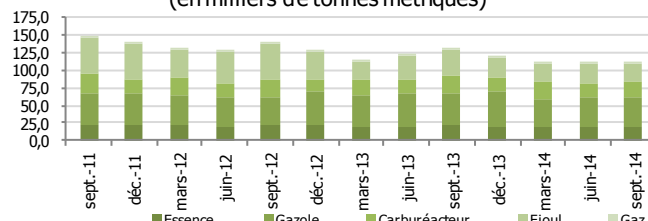
Par ailleurs, la note s'intéresse aux ratios des exploitations hôtelières des Antilles françaises et de La Réunion. Il en ressort que leurs performances commerciales sont comparables à la moyenne nationale, mais que la rentabilité des exploitations est plus faible. Ces résultats modérés peuvent notamment s'expliquer par un coût des ventes élevé, une masse salariale importante et le caractère trop saisonnier de l'activité.

Hydrocarbures : légère baisse de la consommation au 3^e trimestre

Au 3^e trimestre 2014, les volumes d'hydrocarbures mis à la consommation sur le marché martiniquais s'élèvent globalement à 111 312 tonnes (soit -0,5 % sur le trimestre et -15,5 % sur un an).

La consommation de fioul, qui représente 21,8 % des hydrocarbures mis à la consommation locale, contribue le plus à la baisse sur le trimestre (-3,1 points). De même, ces ventes de fioul, qui concernent principalement les entreprises, contribuent le plus au recul de la consommation sur un an (-10,1 points).

Hydrocarbures mis à la consommation (en milliers de tonnes métriques)



Source : SARA

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Commerce mondial de la banane : accord entre Chiquita et Cutrale & Sarf

La fusion du groupe américain Chiquita Brands International avec le groupe irlandais Fyffes, annoncée en fin d'année 2013 pour la fin d'année 2014, a échoué au profit d'un rachat de Chiquita par les brésiliens Cutrale Group et Sarf Group pour 1,3 milliard de dollars, dette comprise. D'après le communiqué des deux parties, Chiquita deviendrait une filiale à part entière de Cutrale-Safra après l'opération.

Avec ce rachat, les deux acteurs brésiliens cherchent avant tout à se diversifier. Safra est un fonds d'investissement et Cutrale est spécialisé dans la production de fruits et de jus d'orange. Le géant américain de la banane Chiquita, anciennement dénommé United Fruit Company, est par ailleurs mondialement connu pour avoir inspiré l'expression « république bananière » à l'écrivain William Sydney Porter, en raison des multiples affaires politico-financières dans lesquelles la firme a joué un rôle central.

D'après la note d'information de la FAO sur le commerce mondial de la banane, la part de Chiquita dans le commerce mondial de la banane est passée de 22 % en 2002, à seulement 13 % en 2013. Malgré ce recul, Chiquita et ces compatriotes Dole et Del Monte contrôlent toujours 36,6 % du marché mondial de la banane en 2013.

Coopération : poursuite des négociations pour l'adhésion de la Martinique à l'OECO

Le directeur général de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECO), le Dr. Didacus JULES, était en visite le 14 octobre en Martinique en vue de l'adhésion prochaine de celle-ci à l'OECO en qualité de membre associé.

Les chefs d'Etats de l'OECO avaient déjà donné leur accord sur la candidature d'adhésion de la Martinique le 12 juin 2012. Les négociations techniques de l'accord avaient commencées en mars 2013 autour de secteurs de coopération très divers (développement économique, environnement, culture...) et devraient s'achever avec l'adhésion définitive de la Martinique à l'OECO au mois de novembre 2014 à la Dominique.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- septembre 2014	130,8	-0,6 %	+0,6 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- septembre 2014	45 970	-0,3 %	-0,9 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2014	20 387	-3,2 %	-5,9 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2014	40 800	+1,9 %	+0,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- septembre 2014	207,5 131,0	-11,5 % -12,1 %	+22,0 % +0,9 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- septembre 2014	55,4 16,8	+29,5 % -13,5 %	+128,8 % +23,5 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers	- septembre 2014	26,7 % 12,9 %		-1,6 pt -1,4 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- septembre 2014 - cumul annuel	45,6 420,4	-12,5 %	+2,8 % +4,7 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- octobre 2014	16 121	-0,8 %	-7,9 %
	Retraits de cartes bancaires	- octobre 2014	4 791	-0,1 %	-0,5 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2014	83 764	-50,9 %	-8,2 %
		- cumul annuel	1 268 712		+1,1 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2014	0		
		- cumul annuel	137 675		+87,6 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2014	17 184	+23,4 %	+27,1 %
		- cumul annuel	138 600		+7,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- octobre 2014	947	-8,2 %	-0,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- octobre 2014	172	+16,2 %	-6,0 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		1 119	-5,2 %	-1,7 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le climat des affaires se maintient au 3^e trimestre 2014

Au troisième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est stabilisé au niveau de sa moyenne de longue période, après cinq trimestres de hausse continue. Ce seuil n'avait pas été atteint depuis début 2011.

La décomposition entre les composantes passée et future confirme que les perspectives d'amélioration envisagées les trimestres précédents se concrétisent. La composante passée progresse en effet de 2,4 pts.

De son côté, la composante future apporte un message plus mitigé ce trimestre et pèse sur l'ICA pour la première fois depuis le premier trimestre 2013 (-2,6 pts). Cette inflexion sur le trimestre provient essentiellement d'une dégradation des perspectives d'investissement, après un probable excès d'optimisme les trimestres précédents. L'activité prévue reste quant à elle bien orientée, toujours en amélioration mais dans un contexte de prix en baisse.

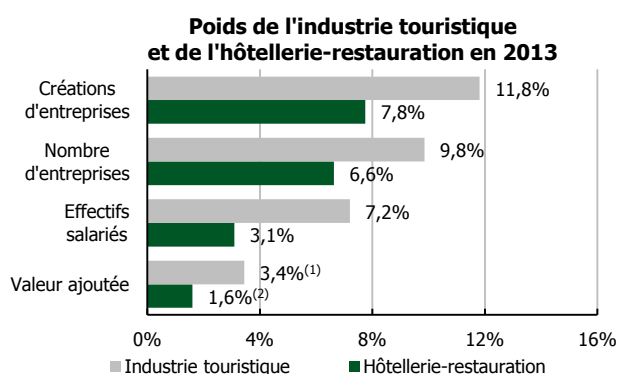
Les « premières tendances » au 3^e trimestre 2014 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100 = moyenne de longue période



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Le tourisme à La Réunion : une activité qui peine à décoller



⁽¹⁾ En 2005 ; ⁽²⁾ Compte définitif 2009
Source : Insee - compte définitif, REE ; calculs IEDOM

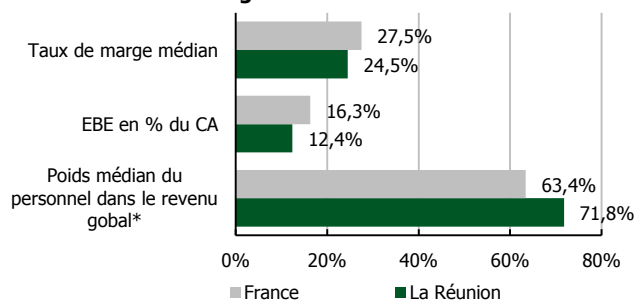
priorité la clientèle locale, tant en termes de dépenses (plus de la moitié des dépenses touristiques) que de trafic de passagers (60 % du trafic total).

L'hôtellerie réunionnaise a particulièrement souffert de la chute de la fréquentation touristique extérieure liée à la crise sanitaire du chikungunya de 2006, ce qui a conduit à une contraction d'un tiers de la capacité d'accueil. Cette offre réduite et saturée en haute saison freine la fréquentation de l'île. La rentabilité des établissements hôteliers présents dans la base FIBEN est enfin assez faible, en raison de frais de personnel importants, du coût élevé des matières premières et des autres charges. Enfin, la rentabilité des entreprises de l'industrie touristique est disparatée selon le secteur.

La Note Expresse Éclairage est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

L'industrie touristique réunionnaise compte près de 4 700 entreprises en 2013. A l'instar d'autres pans de l'économie réunionnaise, l'industrie touristique se compose principalement de très petites structures. Au total, plus de 13 000 personnes travaillent dans ces entreprises, soit près de 7 % des effectifs salariés. L'hôtellerie-restauration est logiquement le secteur le plus important de cette industrie, concentrant en 2013 les trois quarts des entreprises touristiques, et plus de la moitié des salariés. Néanmoins, toutes ces entreprises ne travaillent pas exclusivement à l'attention des touristes. En prenant en compte les différents niveaux de « touristicité » de chaque activité, le tourisme représente 2,6 % de la valeur ajoutée totale en 2005. Les activités touristiques concernent en

Rentabilité des hôtels classés à La Réunion et des hébergements en France en 2012



* Valeur ajoutée plus solde des autres charges et produits
Sources : IEDOM, Fiben ; Banque de France

Publication de l'Observatoire des tarifs bancaires dans les DOM d'octobre 2014

L'IEDOM vient de publier le dernier Observatoire public des tarifs bancaires dans les DOM. Basé sur les tarifs bancaires arrêtés au 1^{er} octobre 2014, il montre que la quasi-totalité des tarifs (28 sur 32) reste stable à La Réunion, par rapport aux données du 1^{er} avril 2014. Dans l'ensemble des DOM, 23 tarifs moyens sur 33 recensés sont stables, y compris les frais de tenue de compte. Seuls 3 tarifs moyens connaissent une augmentation réelle. La plus significative concerne, comme au semestre précédent, la lettre d'injonction. Toutefois, 10 moyennes DOM de tarifs de l'extrait standard sur 14 restent inférieures ou égales aux moyennes nationales publiées par le Comité consultatif du secteur financier (CCSF).

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Octobre 2014	129,3	+0,1 %	0,0 %
	IPC France entière		127,8	0,0 %	+0,5 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Octobre 2014	30 264	-3,2 %	+13,0 %
	Cumul (milliers d'euros)		248 691	-	+7,1 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Septembre 2014	354,7	-13,5 %	+5,8 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Sept.	3 415,1	-	+4,3 %
	Exportations (millions d'euros)	Septembre 2014	18,7	+10,2 %	-18,2 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Sept.	188,4	-	-11,8 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Septembre 2014	135 430	+0,2 %	+0,4 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Septembre 2014	138 717	-34,9 %	-2,4 %
	Cumul	cumul Sept.	1 496 221	-	+0,3 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	2 ^e trimestre 2014	48 100	-17,1 %	-3,2 %
	Cumul	cumul Juin	351 700	-	-8,7 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Septembre 2014	18 320	-	-0,7 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Septembre 2014	253,3	-	-1,1 %
	Effectifs salariés du BTP	Septembre 2014	15 869	-0,5 %	+0,8 %

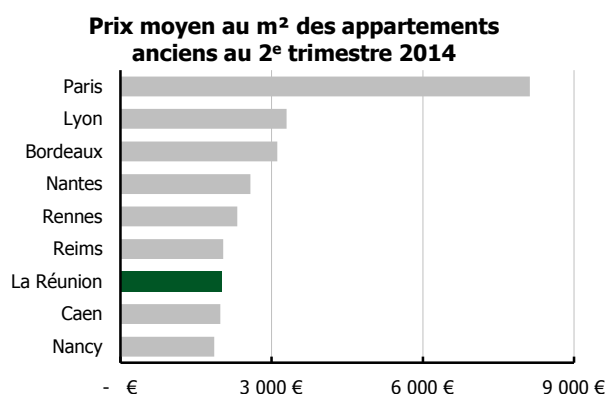
Adoption du budget 2015 des Outre-mer

L'assemblée nationale a adopté, à la quasi unanimité, le budget 2015 des Outre-mer le 04 novembre 2014. Les crédits de paiement s'établissent ainsi à 2,013 milliards d'euros, soit une légère progression de 0,3 % pour 2015 par rapport à 2014. Quatre axes de priorité ont été identifiés dans ce budget : le soutien à l'emploi, l'insertion des jeunes sur le marché du travail, le logement social et l'investissement des collectivités publiques. Parmi les mesures votées, on peut citer le relèvement dès 2015 du plafond de réduction d'impôt de 10 000 à 18 000 euros pour l'investissement dans le logement locatif intermédiaire en Outre-mer, la majoration en 2015 du crédit d'impôt compétitivité emploi par rapport à la métropole, ainsi que sa sur-majoré l'année suivante pour les secteurs soumis à une forte concurrence. Enfin, le taux du crédit d'impôt recherche est porté à 50 % en Outre-mer.

Baisse du prix médian des appartements anciens au 2^e trimestre 2014

Selon les « Notaires de France », le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 000 €/m² au deuxième trimestre 2014. Il s'inscrit en baisse de 9,5 % sur un an, soit une contraction plus forte que celle observée en France métropolitaine (-1,3 %), selon l'indice Notaires-Insee (-1,1 % en province). Le prix médian au m² dans l'île est proche de celui observé à Caen et à Reims, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 120 €/m²).

Parallèlement, le prix médian des maisons anciennes à La Réunion augmente de 7,5 % et s'établit à 179 000 euros. A l'inverse, l'indice Notaires-Insee sur les ventes de maisons anciennes en France métropolitaine baisse de 1,2 % (-0,8 % en province).



Sources : Notaires de France, indice de valorisation Notaires - Insee

La note de conjoncture immobilière des notaires de France est disponible sur [leur site internet](#).

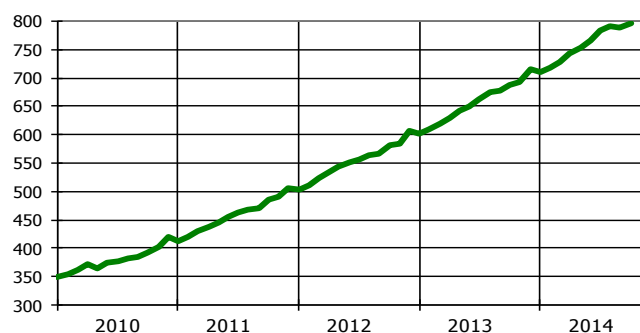
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes de billets

Au 31 octobre 2014, les émissions nettes de billets ont augmenté de 7,0 millions d'euros, après une diminution de 1,3 million d'euros le mois précédent, et s'établissent à 796,5 millions d'euros. Cette hausse est plus prononcée en valeur (+0,9 %) qu'en nombre (+0,6 %). Le nombre de billets émis en octobre (14,4 millions) est constitué à 73,0 % par la coupure de 50 € (qui représente 65,8 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc appréciée de 16 centimes pour s'établir à 55,5 € au 31 octobre 2014.

Émissions nettes cumulées de billets

En millions d'euros



Source : IEDOM

L'IEDOM publie l'Observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2014

L'IEDOM vient de publier l'Observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2014. Cette publication s'attache à mettre en évidence les évolutions des tarifs bancaires dans les Départements d'Outre-mer (DOM) et la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'analyse révèle que les tarifs de l'extrait standard sont globalement inférieurs à ceux de Métropole, tant à Mayotte que dans les autres DOM (respectivement, 57,1 % et 66,0 % des tarifs de l'extrait standard y sont inférieurs). En outre, 91,0 % des tarifs moyens sont stables ou en baisse contre 9,0 % en hausse sur la période. Ces données attestent de l'existence d'une réelle concurrence entre les banques à Mayotte à la fois en matière de collecte de dépôts comme de distribution de crédits.

[L'Observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2014 est disponible sur le site de l'IEDOM.](#)

Parution de l'histoire du Franc Pacifique

L'introduction d'une nouvelle gamme de billets en Francs Pacifique a été l'occasion pour l'IEDOM de publier un livre sur l'histoire de cette monnaie. Cet ouvrage retrace l'histoire du Franc Pacifique depuis sa création, au sortir de la seconde guerre mondiale, jusqu'au 20 janvier 2014, date de la dernière mise en circulation simultanée des nouveaux billets dans les trois collectivités françaises du Pacifique.

[L'histoire du Franc Pacifique est consultable sur le site de l'IEDOM/IEOM.](#)

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Élaboration du document stratégique « Mayotte 2025 » : tenue des ateliers de travail

Le Président de la République a proposé aux mahorais d'élaborer un document stratégique, nommé « Mayotte 2025 », qui définira le projet d'avenir pour Mayotte et déterminera les objectifs pour son développement. Les travaux ont débuté par l'organisation d'ateliers thématiques ouverts à toute personne souhaitant y participer afin d'associer l'ensemble de la société mahoraise à la réflexion. Les thèmes ont été établis en accord avec les représentants de la société civile, du secteur productif et économique, des élus et de l'État. Ainsi, du 24 au 30 octobre, se sont tenus sept ateliers sur les sujets suivants :

- Améliorer la vie des collectivités, achever la départementalisation, Mayotte territoire européen,
- Gestion durable des richesses naturelles du Département (deux ateliers),
- Soutien à la compétitivité des entreprises et la protection des consommateurs,
- Politique d'habitat et de logement adaptée (deux ateliers),
- Education et formation.

Les animateurs des différents ateliers doivent produire un compte-rendu qui sera adressé au Préfet au début du mois de novembre afin qu'une synthèse globale puisse être élaborée avant la fin de l'année.

PIB de Mayotte en 2011 : 1 575 millions d'euros, soit 7 900 € par habitant

Le mardi 28 octobre, l'INSEE a présenté les chiffres du calcul du Produit intérieur brut (PIB) de Mayotte pour l'année 2011. Cette actualisation s'accompagne d'un changement méthodologique qui a été étendu à l'année 2005 à des fins de comparaison. La série de PIB nouvellement estimée (2005 et 2011) n'est donc pas directement comparable à celle qui existait pour les années 2001, 2005 et 2009.

Le PIB de Mayotte s'élève en 2011 à 1 575 millions d'euros, en progression de 65,0 % par rapport à 2005, soit un taux de croissance annuel moyen de 8,7 %. Cependant, malgré cette forte évolution, le PIB mahorais reste en-deçà du PIB national et des autres DOM. En effet, rapporté au nombre d'habitants, le PIB mahorais s'élève à 7 900 € par habitant alors qu'il s'établit à 31 500 € en Métropole, 18 900 € à La Réunion et 15 100 € en Guyane.

La dépense de consommation finale des administrations est son principal contributeur (62,0 % du PIB) suivie de la consommation finale des ménages.

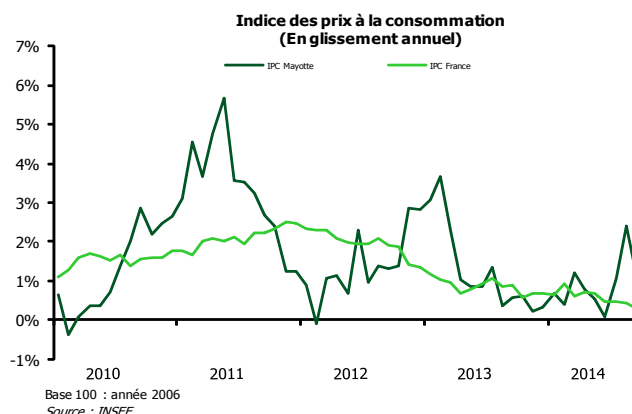
Pour une revue détaillée des résultats et de la méthodologie, consulter la note de l'INSEE avec le lien ci-dessous.

[PIB Mayotte 2011 : une économie en rattrapage soutenue par la dépense publique.](#)

Baisse des prix en septembre

Après deux mois consécutifs de hausse, l'Indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 1,0 % en septembre, porté principalement par la réduction des prix des services (-2,6%) et, plus modestement, par celle des prix des produits alimentaires (-0,4 %). En revanche, les prix des produits manufacturés augmentent très légèrement (+0,1%).

Sur un an, l'IPC poursuit sa progression (+1,1 %). Cette évolution est alimentée par l'augmentation des prix des services (+2,6 %) et des produits alimentaires (+2,2 %) mais atténuée par la diminution des prix des produits manufacturés (-1,1 %).



Lancement des premières offres Internet à très haut débit

Après l'arrivée du haut débit (ADSL pour Asymmetric digital subscriber line ou liaison numérique asymétrique) en mars 2012, et afin de répondre au rythme croissant des connexions Internet sur l'île, un opérateur de la place (Orange) a lancé les premières offres du très haut débit (VDSL pour Very high speed digital subscriber Line 2 ou ligne d'abonné numérique à très haute vitesse), disponibles depuis le 2 octobre 2014. Pour les abonnés situés dans un rayon d'un kilomètre autour d'un nœud de raccordement, la VDSL leur permettra de multiplier par trois la vitesse des débits pour atteindre 15 à 50 Mb/s. Cependant, en raison de l'absence de fibre optique dans certains secteurs de l'île, notamment le sud, l'ensemble du Département ne pourra avoir accès à la VDSL à court terme.

Signature d'une convention-cadre entre le Centre hospitalier de Mayotte (CHM) et l'Établissement public de santé mentale de La Réunion (EPSMR)

Le mercredi 22 octobre, le CHM a signé une convention-cadre avec l'EPSMR dans le but d'améliorer les conditions d'accueil à Mayotte. En effet, dans le domaine de la psychiatrie, Mayotte est largement sous-équipée. Les autorités sanitaires estiment entre 300 et 350 le nombre de lits nécessaires à Mayotte dans ce domaine alors que le CHM n'en dispose que de 10 actuellement. Le développement de l'offre en santé mentale figure ainsi parmi les cinq orientations stratégiques définies dans le Projet régional de santé (PRS). L'un des objectifs de la signature de cette convention-cadre est d'atteindre 50 lits dans un avenir proche.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	sept.-14	118,3	-1,0%	1,1%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	sept.-14	9 326	9,1%	60,5%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-14	36 772	-6,9%	-34,9%
	(hors hydrocarbures)	cumulées sept.-14	352 332	-	26,8%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles sept.-14	1 274	124,1%	466,9%
		cumulées sept.-14	5 656	-	24,9%
	Taux de couverture	mensuel sept.-14	3,46%	2,03 pt	3,07 pt
		cumulé sept.-14	1,61%	0,22 pt	-0,02 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels sept.-14	373	-48,6%	6,9%	
		cumulés sept.-14	2 461	-	5,2%	
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels sept.-14	23 316	-41,4%	1,9%	
		cumulés sept.-14	226 989	-	2,3%	
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels sept.-14	24,1	-37,6%	2,0%	
		cumulés sept.-14	253,0	-	-10,1%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles sept.-14	2 448	286552,2%	-74,7%	
		cumulées sept.-14	56 902	-	-3,8%	
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	sept.-14	40 349	0,3%	1,8%	
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée sept.-14	203 314	-	2,8%	
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle sept.-14	10 500	9,0%	12,1%	
		cumulée sept.-14	89 804	-	4,3%	
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles sept.-14	267	-22,8%	8,1%	
		cumulées sept.-14	1 981	-	14,0%	
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels sept.-14	930	17,6%	6,8%	
		cumulées sept.-14	7 065	-	5,9%	
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles sept.-14	1,4	-25,1%	-	
		cumulées sept.-14	9,9	-	-84,3%	
	- en milliers euros	mensuelles sept.-14	14,2	-25,3%	-	
		cumulées sept.-14	105,1	-	-78,3%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	0,05%	date d'effet	10/09/2014
Taux de la facilité de prêt marginal		0,30%		10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt		-0,20%		10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

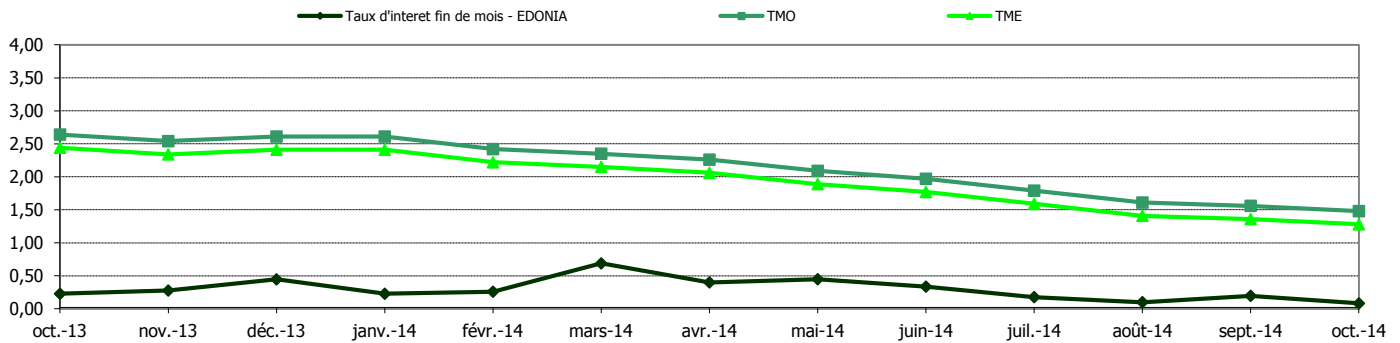
Taux d'interet fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1770%	0,1010%	0,1970%	0,0820%	0,0100%	0,0860%	0,1890%	0,3400%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
1,59%	1,41%	1,36%	1,28%	1,79%	1,61%	1,56%	1,48%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts-relais	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Autres prêts		Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,28%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,59%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,47%	Découverts en compte	13,39%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

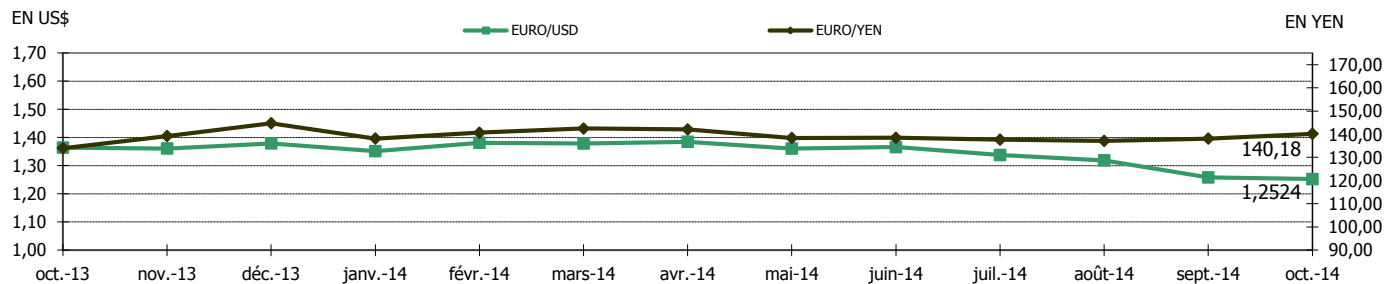
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2524	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,7517	EURO/SRD (Surinam)	4,1323
EURO/JPY (Japon)	140,1800	EURO/BWP (Botswana)	11,5039	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,242
EURO/CAD (Canada)	1,4120	EURO/SCR (Seychelles)	17,7806	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,3159
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7843	EURO/MUR (Maurice)	39,294	EURO/BBB (La Barbade)	2,5055
EURO/SGD (Singapour)	1,6111	EURO/BRL (Brésil)	3,0714	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,9446
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7125	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,879	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3388,622	EURO/XCD (Dominique)	3,3809	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 20 novembre 2014 - Dépôt légal : novembre 2014 - ISSN 1284-4438